

Rapport de gestion

Le 10 août 2017

Le présent rapport de gestion vise à aider le lecteur à comprendre et à évaluer les tendances et les changements d'importance liés aux résultats d'exploitation et à la situation financière de Pages Jaunes Limitée et de ses filiales pour les trimestres et les semestres clos les 30 juin 2017 et 2016. Ce rapport doit être lu parallèlement à nos états financiers consolidés audités et aux notes complémentaires pour les exercices clos les 31 décembre 2016 et 2015 ainsi qu'à nos états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités pour les trimestres et les semestres clos les 30 juin 2017 et 2016. Veuillez vous reporter au communiqué de presse de Pages Jaunes Limitée présentant ses résultats pour le deuxième trimestre de 2017, publié le 10 août 2017. Les rapports trimestriels, le rapport annuel, les renseignements supplémentaires et la notice annuelle figurent sur le site de SEDAR, à l'adresse www.sedar.com et à la section « Investisseurs – Rapports et dépôts » du site Web de la Société, à l'adresse <http://entreprise.pj.ca/fr>. Les communiqués de presse sont accessibles sur le site de SEDAR et à la section « Nouvelles – Communiqués de presse » du site Web de la Société.

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (les « IFRS ») et l'information présentée dans le présent rapport de gestion a été tirée de ces états financiers.

Notre structure de présentation des résultats reflète la façon dont nous gérons notre entreprise et classons nos activités aux fins de planification et d'évaluation du rendement.

Dans le présent rapport de gestion, les termes « nous », « notre/nos », la « Société », « Pages Jaunes » et « PJ » désignent Pages Jaunes Limitée et ses filiales [notamment Pages Jaunes Solutions numériques et médias Limitée, 411 Local Search Corp. (411.ca), Pages Jaunes Habitations Limitée (Pages Jaunes Immobilier), YPG (USA) Holdings, Inc., Yellow Pages Digital & Media Solutions LLC (ces deux dernières étant collectivement appelées YP (États-Unis)), Bookenda Limitée (Bookenda), Solutions YP Dine Limitée (PJ Resto), 9059-2114 Québec Inc. et DuProprio Inc. (ces deux dernières étant collectivement appelées DuProprio/ComFree), Publicité Juice DMS Limitée et Juice Mobile USA LLC (ces deux dernières étant collectivement appelées JUICE) et 9778748 Canada Inc. (Totem)].

Information prospective

Le présent rapport de gestion comprend des affirmations au sujet des objectifs, des stratégies, de la situation financière, des résultats d'exploitation et des activités de PJ. Ces déclarations sont considérées comme « prospectives » puisqu'elles sont basées sur nos attentes actuelles au sujet de nos activités, sur les marchés sur lesquels nous les exerçons, ainsi que sur diverses estimations et hypothèses.

L'information et les déclarations prospectives sont fondées sur un certain nombre d'hypothèses qui peuvent se révéler inexactes. Pour formuler certaines déclarations prospectives, nous avons eu recours aux hypothèses suivantes :

- La conjoncture économique au Canada ne se détériorera pas de façon significative.
- Nous serons en mesure de refinancer les billets garantis de premier rang à 9,25 %, définis aux présentes, à des conditions égales aux conditions actuelles ou meilleures que celles-ci.
- Les investissements dans le marketing et la marque permettront de transformer les perceptions et renforceront la notoriété de nos plateformes de médias numériques et de nos solutions de marketing.
- Nous serons en mesure de maintenir et d'augmenter le nombre de clients et les produits moyens par client.
- Les taux de renouvellement des clients, de même que notre capacité à vendre de nouveaux produits à nos clients qui renouvellent leur contrat, ne seront pas significativement en deçà des niveaux actuellement prévus.
- La baisse globale des produits tirés des médias imprimés demeurera à un niveau égal ou inférieur à 25 % par année.
- Nous serons en mesure de lancer, de vendre et de fournir de nouveaux produits et services qui soutiendront nos hypothèses à l'égard du nombre de clients et des produits moyens par client.
- Les produits et la rentabilité de nos secteurs ne seront pas significativement en deçà des niveaux actuellement prévus.
- Les investissements effectués dans le nouveau contenu et l'expérience numérique au sein de nos médias détenus et exploités préserveront le bassin d'utilisateurs des médias numériques.

- La composition des produits entre nos solutions à marge élevée et à marge moins élevée du secteur PJ, défini aux présentes, ne sera pas très différente de ce qui est prévu.
- L'exposition au risque de change découlant des transactions libellées en devises demeurera négligeable.
- Nous serons en mesure de réaliser des gains au chapitre de l'efficacité pour ce qui est de la livraison de solutions, du soutien à la clientèle et des ventes, ainsi que du marketing et des fonctions administratives dans tous les secteurs.
- Nous serons en mesure d'attirer et de conserver du personnel clé afin d'occuper des postes clés.

L'information et les déclarations prospectives sont également fondées sur l'hypothèse qu'aucun des facteurs de risque indiqués pouvant faire en sorte que les résultats réels diffèrent de façon significative des résultats prévus décrits dans l'information et les déclarations prospectives ne se concrétisera.

Dans ce rapport de gestion, les déclarations prospectives se reconnaissent à l'usage de termes comme « chercher à », « prévoir », « croire », « pouvoir », « estimer », « s'attendre à », « objectif », « avoir l'intention de », « devoir », « planifier », « prédire », « s'efforcer de », « viser », et autres verbes ou expressions semblables. Elles reflètent les attentes actuelles concernant des événements futurs et le rendement d'exploitation à venir et valent uniquement à la date du présent rapport de gestion. La Société ne s'engage aucunement à les mettre à jour ou à les réviser en fonction de nouveaux faits ou de nouvelles circonstances, sous réserve d'une obligation imposée par les lois sur les valeurs mobilières. Les déclarations prospectives traitent d'un grand nombre de risques et d'incertitudes; elles ne devraient pas être considérées comme des garanties des résultats ou du rendement futurs et n'indiquent pas nécessairement avec précision si ces résultats ou ce rendement seront atteints. Un certain nombre de facteurs pourraient faire différer significativement les résultats ou le rendement réels de ceux indiqués dans les déclarations prospectives et pourraient avoir une incidence défavorable importante sur la Société, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière, y compris, sans s'y limiter, les facteurs de risque suivants mentionnés à la section « Risques et incertitudes » du présent rapport de gestion, ainsi que ceux décrits à la section « Facteurs de risque » de notre notice annuelle :

- Une forte concurrence pourrait réduire la part de marché de la Société.
- Un ralentissement économique prolongé dans les principaux marchés de la Société.
- Une diminution plus marquée que prévu du taux de déclin des produits tirés des médias imprimés en raison de changements dans les préférences et les habitudes des consommateurs.
- L'incapacité de la Société d'attirer et de fidéliser des clients, et de leur vendre de nouveaux produits.
- L'incapacité de la Société d'améliorer et d'élargir son offre de produits numériques et nouveaux médias.
- L'incapacité de la Société à établir les relations et à fournir les technologies requises pour répondre de façon adéquate aux besoins de ses clients nationaux.
- Une proportion plus élevée que prévu des produits à marge moins élevée, comme les services et la revente.
- Les activités de la Société dépendent de l'utilisation de ses médias mobiles et en ligne et l'incapacité de préserver l'utilisation des médias numériques de la Société pourrait nuire à sa capacité d'augmenter ses produits d'exploitation et d'étendre ses activités.
- La Société pourrait devoir comptabiliser des charges pour perte de valeur supplémentaires.
- L'incapacité de la Société de réaliser des économies de coûts.
- L'incapacité de la Société ou des partenaires Telco de remplir leurs obligations découlant des conventions conclues entre ces parties.
- L'incapacité de la Société de protéger correctement et de maintenir ses marques de produits et ses marques de commerce et la contrefaçon de ces dernières par des tiers.
- Des arrêts de travail et d'autres perturbations du travail.
- L'incapacité de la Société à attirer et à conserver du personnel clé.
- La contestation par les autorités fiscales de la position de la Société relativement à certaines questions d'ordre fiscal.
- La perte de relations clés ou des changements dans le niveau de service fourni par les applications cartographiques et les moteurs de recherche.
- La défaillance des ordinateurs et des systèmes de communication de la Société.
- Le ralentissement du secteur immobilier, ou des changements au sein de celui-ci.

- L'incapacité de la Société à générer des fonds suffisants, qu'ils proviennent de l'exploitation, de financements par emprunt ou par actions ou de refinancements.
- Le montant de la dette de la Société et le respect des clauses restrictives applicables en vertu de ses instruments d'emprunt pourraient nuire à ses efforts en vue de refinancer sa dette.
- L'augmentation des cotisations versées par la Société à ses régimes de retraite.

Comme il est expliqué en détail dans le présent rapport de gestion, Pages Jaunes a annoncé en mai 2017 qu'elle avait mis à jour sa stratégie de mise en marché. Par conséquent, la Société pourrait être exposée aux facteurs de risque additionnels décrits ci-dessous.

L'incapacité de la Société à mettre en œuvre avec succès sa stratégie de mise en marché en temps opportun pourrait nuire à sa capacité de stabiliser et d'augmenter ses produits d'exploitation et son bénéfice.

En mai 2017, la Société a mis à jour sa stratégie de mise en marché afin de résoudre les difficultés structurelles qui font obstacle à son objectif de retour à la croissance du nombre total de clients, des produits et de la rentabilité. L'incapacité de la Société à mettre en œuvre sa stratégie de mise en marché ou des délais dans la mise en œuvre de ce dernier pourraient nuire à sa capacité de stabiliser et d'augmenter les produits d'exploitation et le bénéfice, ce qui pourrait avoir une incidence défavorable significative sur la Société, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière.

Des délais dans la mise en œuvre des systèmes d'information et de technologies de l'information requis pour soutenir la stratégie de mise en marché de la Société, ou l'incapacité de les mettre en œuvre.

La réussite de la stratégie de mise en marché de la Société est conditionnelle au développement de ses entreprises de médias numériques, mobiles et en ligne. La préférence des clients pour les produits liés aux médias numériques, mobiles et en ligne s'intensifiera probablement, car une grande partie de la clientèle potentielle de la Société est composée d'annonceurs plus jeunes et plus au fait des nouvelles technologies. L'évolution technologique rapide du secteur de la publicité entraîne en outre des changements de comportement chez les utilisateurs, ces derniers étant soucieux de mieux contrôler la façon dont ils consomment le contenu. Pour réussir, la Société devra investir d'importantes ressources pour, entre autres :

- accélérer le développement de ses produits et services existants;
- concevoir en temps opportun de nouveaux produits et services attrayants liés aux médias numériques, mobiles et en ligne, qui amèneront les utilisateurs sur différentes plateformes;
- poursuivre l'évolution de son organisation et de son modèle d'exploitation afin de faire croître ses entreprises de médias numériques, mobiles et en ligne;
- continuer de développer et de mettre à niveau ses technologies et ses processus de soutien pour que ses produits et services se distinguent de ceux de ses concurrents;
- vendre des publicités dans des marchés importants et être un choix incontournable pour les annonceurs, et ce, sur les plateformes mobiles et en ligne.

La Société ne peut garantir qu'elle réussira à atteindre ces objectifs et les autres objectifs nécessaires en temps opportun, ni que la stratégie de mise en marché sera couronnée de succès. Des retards dans l'adaptation à des nouvelles technologies ou méthodes de mise en œuvre ou l'incapacité de s'adapter à celles-ci, ou le choix d'une innovation technologique plutôt qu'une autre, pourraient avoir une incidence négative sur la capacité de la Société à livrer une concurrence efficace ou à réussir sa stratégie de mise en marché, ce qui pourrait avoir une incidence défavorable significative sur la Société, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière.

Définitions nécessaires à la compréhension de nos résultats

Bénéfice d'exploitation avant amortissements, perte de valeur des immobilisations incorporelles et frais de restructuration et autres charges (le « BAIIA ajusté ») et marge sur BAIIA ajusté

Nous faisons état de notre bénéfice d'exploitation avant amortissements, perte de valeur des immobilisations incorporelles et frais de restructuration et autres charges (le « BAIIA ajusté »). Le BAIIA ajusté et la marge sur BAIIA ajusté ne sont pas des mesures du rendement définies par les IFRS et ils ne sont pas considérés comme un substitut du bénéfice d'exploitation ou du bénéfice net pour mesurer le rendement de Pages Jaunes. Les définitions du BAIIA ajusté et de la marge sur BAIIA ajusté ne sont pas normalisées; il est donc peu probable qu'ils soient comparables à des mesures semblables employées par d'autres sociétés cotées en Bourse. Le BAIIA ajusté et la marge sur BAIIA ajusté ne devraient pas être utilisés comme mesures exclusives des flux de trésorerie, car ils ne tiennent pas compte de l'incidence des variations du fonds de roulement, de l'impôt sur le résultat, des paiements d'intérêts, de la capitalisation des régimes, des dépenses d'investissement, des acquisitions d'entreprises, des réductions du capital de la dette ainsi que d'autres rentrées et sorties de fonds, qui sont présentées à la page 21 de ce rapport de gestion.

Nous définissons le BAIIA ajusté comme les produits moins les coûts d'exploitation, tels qu'ils sont présentés dans les comptes consolidés intermédiaires résumés de résultat de Pages Jaunes Limitée. Nous définissons la marge sur BAIIA ajusté en tant que le BAIIA ajusté en pourcentage des produits. Nous utilisons le BAIIA ajusté et la marge sur BAIIA ajusté pour évaluer le rendement de nos activités, car ils reflètent la rentabilité continue. Nous sommes d'avis que certains investisseurs et analystes utilisent le BAIIA ajusté et la marge sur BAIIA ajusté pour évaluer la capacité d'une société d'assurer le service de sa dette et de satisfaire à d'autres obligations de paiement ou comme mesure courante pour évaluer les sociétés exerçant leurs activités dans le secteur des médias et des solutions de marketing, ainsi que pour évaluer le rendement d'une entreprise. Le BAIIA ajusté est également une composante dans la détermination de la rémunération incitative à court terme de tous les employés-cadres.

Flux de trésorerie disponibles

Les flux de trésorerie disponibles sont une mesure financière non définie par les IFRS largement utilisée à titre d'indicateur de la performance financière. Ils ne doivent pas être considérés comme substitut des flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation. Les flux de trésorerie disponibles se définissent comme les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation, ajustés pour tenir compte de la variation des actifs et des passifs d'exploitation telle qu'elle est présentée dans la section Activités d'exploitation des tableaux consolidés intermédiaires résumés des flux de trésorerie, moins les acquisitions d'immobilisations incorporelles et les acquisitions d'immobilisations corporelles telles qu'elles sont présentées dans la section Activités d'investissement des tableaux consolidés intermédiaires résumés des flux de trésorerie. Les flux de trésorerie disponibles ne sont pas une mesure normalisée et ne peuvent être comparés avec ceux d'autres sociétés cotées en Bourse. Nous considérons les flux de trésorerie disponibles comme un indicateur important de la performance de nos activités puisqu'ils reflètent la capacité de la Société à générer un bénéfice en trésorerie de même que les flux de trésorerie nets disponibles pour le remboursement de la dette, les acquisitions ou d'autres activités, comme le rachat d'actions ou les dividendes. Nous sommes d'avis que certains investisseurs et analystes utilisent les flux de trésorerie disponibles pour évaluer une entreprise et ses actifs sous-jacents, de même que la performance d'une société. La mesure financière définie par les IFRS qui s'y apparente le plus est celle des flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation. Les flux de trésorerie disponibles pour les périodes comparatives présentées ont été retraités afin de se conformer à la présentation de l'exercice considéré, ce qui comprend un ajustement pour refléter la variation des actifs et des passifs d'exploitation. Le changement apporté à cette mesure a été effectué pour supprimer les variations des éléments du fonds de roulement afin de mieux refléter la performance sous-jacente de l'entreprise. Se reporter à la section 4, *Flux de trésorerie disponibles*, pour un rapprochement des flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation et des flux de trésorerie disponibles.

Dette nette

La dette nette est une mesure financière non définie par les IFRS et elle n'a pas de signification normalisée selon les IFRS. Il est donc peu probable qu'elle soit comparable à des mesures semblables employées par d'autres sociétés cotées en Bourse. Nous définissons la dette nette comme la tranche à court terme de la dette à long terme, plus la dette à long terme et les débetures échangeables, moins la trésorerie, telles qu'elles sont présentées dans les états consolidés intermédiaires résumés de la situation financière de Pages Jaunes Limitée. Nous considérons la dette nette comme un indicateur important de notre levier financier, car elle représente le montant de la dette qui n'est pas couvert par la trésorerie disponible. Nous sommes d'avis que certains investisseurs et analystes utilisent la dette nette pour établir le levier financier d'une société. Il n'existe aucune mesure financière selon les IFRS directement comparable à la dette nette; elle est calculée selon certaines catégories d'actif et de passif des états consolidés intermédiaires résumés de la situation financière. Se reporter à la section 3, *Situation de trésorerie et sources de financement*, pour un rapprochement de la dette à long terme, déduction faite de la trésorerie, et de la dette nette.

Le rapport de gestion comprend les sections suivantes :

1. Activités, nouveaux produits et services offerts aux clients et nouvelle stratégie de mise en marché
2. Résultats
3. Situation de trésorerie et sources de financement
4. Flux de trésorerie disponibles
5. Hypothèses critiques
6. Risques et incertitudes
7. Contrôles et procédures

1. Activités, nouveaux produits et services offerts aux clients et nouvelle stratégie de mise en marché

Nos activités

Pages Jaunes, l'un des principaux fournisseurs de solutions de marketing et de médias numériques au Canada, offre des outils ciblés aux entreprises locales, aux marques nationales et aux clients qui leur permettent d'interagir et de faire des affaires dans l'économie numérique actuelle.

Produits et services offerts aux clients

Par l'entremise de son secteur PJ, Pages Jaunes offre aux petites et moyennes entreprises (« PME ») du Canada, entre autres, un accès intégral à l'une des gammes de solutions de marketing et de médias numériques et traditionnels les plus complètes au pays, notamment le positionnement prioritaire en ligne et mobile sur les médias détenus et exploités par Pages Jaunes, la syndication de contenu, des solutions de moteurs de recherche, la réalisation de sites Web, la gestion de campagnes sur les médias sociaux, un service d'affichage numérique, la production vidéo ainsi que la publicité imprimée. De plus, la Société a amélioré sa proposition de valeur aux propriétaires de restaurants locaux par le biais du système de gestion des réservations de Bookenda, qui offre aux restaurants une solution complète qui leur permet de gérer efficacement les réservations et les commandes, d'accroître leur visibilité sur le marché et de favoriser la fidélisation des clients, le tout à prix concurrentiel. En juillet 2017, la Société a annoncé la signature d'un contrat de licence exclusif avec MyTime pour revendre la solution au Canada. MyTime est une plateforme infonuagique de commerce tout-en-un qui inclut la prise de rendez-vous en ligne, le marketing automatisé, les points de vente, ainsi que les analyses de valeur et de rentabilité pour les entreprises locales. Grâce à l'intégration de MyTime dans l'offre de Pages Jaunes, la Société dotera ses PME clientes avec des capacités de prise de rendez-vous et de paiement directement sur leurs sites Web, les résultats de recherche Google, les pages de médias sociaux, ainsi que sur le réseau de Pages Jaunes, répondant ainsi aux besoins d'affaires essentiels des PME. Pages Jaunes commencera la mise à l'essai de la solution MyTime au troisième trimestre de 2017. Le réseau interne de la Société, qui compte environ 900 professionnels des ventes dévoués, conçoit des campagnes de marketing numérique efficaces pour les entreprises locales partout au pays, tout en offrant un soutien à sa clientèle, qui compte 236 500 PME.

Le secteur Agence de la Société offre des solutions de marketing dont la portée s'étend au-delà des PME pour répondre aux besoins en matière de publicité nationale des marques et des éditeurs. Mediative exploite un vaste réseau d'éditeurs et l'une des plus importantes bases de données avancées sur les consommateurs au pays. Mediative fournit à des entreprises et à des marques nationales des solutions de marketing novatrices qui leur permettent de rejoindre et d'intéresser des clients éventuels et de les acquérir. JUICE, une entreprise de technologies publicitaires mobiles de premier plan acquise en mars 2016, facilite l'achat et la vente automatiques de publicité mobile entre les marques et les éditeurs par l'entremise d'une plateforme programmatique directe et d'une plateforme d'enchères en temps réel. Avec Totem, Pages Jaunes offre la conception et la livraison de contenu personnalisé pour les marques mondiales. Le secteur Agence permet à Pages Jaunes de s'établir en tant qu'agence de publicité nationale fixe et mobile.

Le secteur Immobilier de la Société offre aux propriétaires de maison du Canada des médias et de l'expertise fiables pour vendre leur maison d'une façon peu coûteuse et qui a fait ses preuves, de même que des inscriptions immobilières publiées à l'échelle locale. Il répond aux besoins des clients du marché immobilier canadien grâce à ses filiales DuProprio/ComFree (« DPCF ») et Pages Jaunes Immobilier. Par le biais de DPCF, la Société offre aux propriétaires de maison des médias et de l'expertise fiables pour vendre leur maison d'une façon peu coûteuse et qui a fait ses preuves, ce qui positionne Pages Jaunes comme un chef de file du

marché immobilier interconsommateurs canadien. Environ 20 % de toutes les inscriptions et ventes immobilières au Québec sont représentées par l'entremise de DPCF. Diverses initiatives sont actuellement mises en place pour faire croître l'utilisation de la plateforme en Ontario.

Le secteur Autre de Pages Jaunes offre un portefeuille diversifié de médias aux consommateurs canadiens, dont le service d'annuaire numérique 411.ca, ainsi que des revues qui génèrent un contenu local en matière de style de vie spécifique à la région de l'Ouest canadien, particulièrement dans les domaines de la restauration, de l'immobilier et de l'art de vivre.

Médias détenus et exploités

Les médias détenus et exploités par la Société, principalement les médias fixes, mobiles et imprimés, demeurent des marchés efficaces pour les marchands locaux canadiens, les marques et les consommateurs. Le réseau de médias de la Société permet aux Canadiens de découvrir leurs quartiers et devient de plus en plus spécialisé dans les marchés verticaux des services, de l'immobilier, de la restauration et du commerce de détail. Voici une description des médias numériques actuels de la Société :

- PJ^{MC} – disponible en ligne et comme application mobile à l'adresse PJ.ca, PJ permet aux utilisateurs de découvrir leur quartier et d'y faire des affaires au moyen de profils de marchands complets, de contenu éditorial pertinent, de critiques et de fonctionnalités de réservation.
- Canada411 (C411) – l'une des destinations en ligne et sur mobile les plus fiables et fréquentées au Canada pour obtenir les coordonnées de personnes et d'entreprises locales.
- RedFlagDeals.com^{MC} – principal fournisseur canadien de forums sur le magasinage, les promotions, les bons de réduction et les rabais mobiles et en ligne.
- PJ Épicerie^{MC} – une application mobile qui fournit aux consommateurs canadiens une expérience de magasinage sur mesure, en épiceries et en pharmacies, par l'unification de listes, bons de réduction, rabais et un gestionnaire virtuel de carte de fidélité.
- PJ Resto^{MC} – média numérique qui permet aux utilisateurs de rechercher et de découvrir des restaurants locaux et d'effectuer des réservations en fonction du moment de la journée, de l'ambiance recherchée, de l'objectif visé et de suggestions d'experts, en plus d'offrir des capacités de commande en ligne.
- Bookenda.com – plateforme transactionnelle en ligne de premier plan qui permet aux utilisateurs et aux marchands d'interagir et de gérer les réservations et les commandes.
- PJ Shopwise^{MC} – application mobile offrant des rabais et des circulaires géolocalisés ainsi qu'un accès à des catalogues de produits de détaillants locaux et nationaux.
- DuProprio/ComFree – à l'heure actuelle le site immobilier numérique dominant au Québec et l'un des cinq réseaux numériques immobiliers les plus visités au Canada, DPCF offre aux propriétaires un service professionnel et économique pour mettre en marché et vendre leurs propriétés.
- Pages Jaunes Immobilier – offre aux Canadiens des renseignements utiles leur permettant de prendre des décisions éclairées en matière d'achat, de vente ou de location de propriétés. Les médias numériques exploités sous la bannière Pages Jaunes Immobilier comprennent PJ Immobilier À Louer et PJ Immobilier Construction Neuve.
- 411.ca – service d'annuaire numérique pour aider les utilisateurs à trouver des personnes et des entreprises locales et à entrer en contact avec elles.

Nouveaux produits et services offerts aux clients et nouvelle stratégie de mise en marché

En mai 2017, la Société a annoncé qu'elle prévoyait offrir aux clients un contenu plus évolutif et axé sur les transactions et mettre en œuvre une nouvelle stratégie de mise en marché correspondant et s'adaptant aux besoins des clients, plutôt que d'adopter une approche uniforme traditionnelle. Ces initiatives permettront à la Société d'attirer un plus vaste éventail de clients et amélioreront la fidélisation et la croissance de la clientèle existante pour mieux soutenir sa croissance à long terme en tant qu'entreprise axée sur le numérique.

Les faits saillants de ces initiatives sont, entre autres :

- La Société prévoit des pré-lancements et des mises à l'essai des nouveaux produits et services offerts et d'une plateforme infonuagique de commerce tout-en-un pour les PME résultant de l'obtention d'une licence de MyTime.
- La Société prévoit mettre à l'essai les contrats à reconduction tacite au quatrième trimestre de 2017, parallèlement à la mise en œuvre du nouveau système de facturation qui accompagnera les contrats à durée flexible.
- La Société prévoit entreprendre les premières étapes au deuxième trimestre de 2017 dans le cadre de la réorientation de ses équipes de vente pour servir ses cinq catégories de clients, et elle prévoit poursuivre ses efforts dans les mois à venir pour s'assurer du succès de la transition en 2018.

Principales données analytiques

Le succès durable à long terme de notre entreprise axée sur le numérique dépend du maintien et de la croissance de nos produits tirés des médias et solutions numériques, de notre clientèle et de la rentabilité globale. Les principales données analytiques pour le deuxième trimestre clos le 30 juin 2017 comprennent les éléments suivants :

- Produits tirés des médias et solutions numériques : les produits consolidés tirés des médias et solutions numériques ont diminué de 2,9 % d'un exercice à l'autre pour se chiffrer à 138,3 M\$ au deuxième trimestre clos le 30 juin 2017, ce qui représente 72,3 % des produits consolidés.
- BAIIA ajusté : le BAIIA ajusté totalisait 44,4 M\$ ou 23,2 % des produits pour le deuxième trimestre clos le 30 juin 2017, comparativement à 58,9 M\$ ou 28,0 % des produits pour la période correspondante de l'exercice précédent.
- Nombre de clients : le nombre de clients de la Société était de 236 500 clients au 30 juin 2017, comparativement à 244 000 clients au 30 juin 2016, ce qui représente un recul net de 7 500 clients d'un exercice à l'autre, par rapport à une baisse nette de 4 000 clients au cours de la période correspondante de l'exercice précédent.
- Total des visites sur les médias numériques : le total des visites sur les médias numériques a atteint 162,0 millions pour le trimestre clos le 30 juin 2017, soit une hausse par rapport à 106,2 millions pour la période correspondante de l'exercice précédent, attribuable à la syndication des inscriptions et du contenu par Pages Jaunes au sein de ses médias détenus et exploités, ainsi qu'au solide réseau de partenaires de la Société. Le total des visites sur les médias numériques mesure le nombre de visites sur les médias en ligne et mobiles PJ, PJ Shopwise, PJ Resto, RedFlagDeals, C411, Bookenda et dine.TO, et sur les médias des partenaires de syndication des applications de la Société.

Données analytiques sur la clientèle¹

Aux 30 juin	2017	2016
Nombre de clients	236 500	244 000
Nouveaux clients nets	(7 500)	(4 000)
Produits moyens par client ²	2 580 \$	2 817 \$

¹ Clients des activités de PJ seulement, en excluant l'apport des clients de Mediative, de JUICE, de 411.ca, de Pages Jaunes Immobilier et de DPCF.

² Pour les périodes de douze mois closes les 30 juin.

2. Résultats

Cette section présente un aperçu de notre performance financière pour le deuxième trimestre de 2017 par rapport à la période correspondante de 2016. Nous présentons plusieurs mesures afin d'aider les investisseurs à mieux comprendre notre performance, y compris certaines mesures qui ne sont pas définies par les IFRS. Ces mesures financières sont définies à la page 4 du présent rapport de gestion et constituent des éléments importants à considérer lors de l'analyse de notre performance.

Performance globale

- Les produits se sont établis à 191,2 M\$ pour le deuxième trimestre de 2017, ce qui représente une diminution de 19,3 M\$, ou 9,2 %, par rapport à la période correspondante de 2016.
- Les produits tirés des médias et solutions numériques ont diminué de 2,9 % d'un exercice à l'autre pour se chiffrer à 138,3 M\$ pour le trimestre clos le 30 juin 2017. Au deuxième trimestre clos le 30 juin 2017, les produits tirés des médias et solutions numériques représentaient 72,3 % des produits consolidés, ce qui représente une augmentation par rapport à 67,7 % pour la période correspondante de 2016.
- Pour le deuxième trimestre de 2017, le bénéfice d'exploitation avant amortissements et frais de restructuration et autres charges (BAIIA ajusté) a diminué de 14,5 M\$, ou 24,6 %, par rapport à la période correspondante en 2016, pour s'établir à 44,4 M\$.

Faits saillants

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action et les pourcentages)

Pour les trimestres clos les 30 juin	2017	2016
Produits	191 219 \$	210 487 \$
Bénéfice d'exploitation avant amortissements et frais de restructuration et autres charges (BAIIA ajusté)	44 425 \$	58 931 \$
Marge sur BAIIA ajusté	23,2 %	28,0 %
Bénéfice net	820 \$	10 953 \$
Bénéfice de base par action	0,03 \$	0,41 \$
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	37 230 \$	32 627 \$
Flux de trésorerie disponibles	14 565 \$	23 154 \$

Produits

(en millions de dollars canadiens)

↓ (9,2) %

T2 2017	191,2 \$
T2 2016	210,5 \$

Produits tirés des médias et solutions numériques

(en millions de dollars canadiens)

↓ (2,9) %

T2 2017	138,3 \$
T2 2016	142,5 \$

BAIIA ajusté

(en millions de dollars canadiens)

↓ (24,6) %

T2 2017	44,4 \$
T2 2016	58,9 \$

Flux de trésorerie disponibles

(en millions de dollars canadiens)

↓ (37,1) %

T2 2017	14,6 \$
T2 2016	23,2 \$

Résultats d'exploitation et financiers consolidés

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action et les pourcentages)

Pour les trimestres et les semestres clos les 30 juin	2017		% des produits		2016		% des produits	
	2017	% des produits	2016	% des produits	2017	% des produits	2016	% des produits
Produits	191 219 \$		210 487 \$		380 727 \$		414 114 \$	
Coût des produits vendus ¹	89 791	47,0 %	92 584	44,0 %	177 523	46,6 %	176 908	42,7 %
Marge brute ¹	101 428	53,0 %	117 903	56,0 %	203 204	53,4 %	237 206	57,3 %
Autres coûts d'exploitation	57 003	29,8 %	58 972	28,0 %	112 304	29,5 %	116 382	28,1 %
Bénéfice d'exploitation avant amortissements et frais de restructuration et autres charges (BAIIA ajusté)	44 425	23,2 %	58 931	28,0 %	90 900	23,9 %	120 824	29,2 %
Amortissements	27 346	14,3 %	25 440	12,1 %	53 126	14,0 %	50 299	12,1 %
Frais de restructuration et autres charges	2 778	1,5 %	1 519	0,7 %	10 064	2,6 %	5 777	1,4 %
Bénéfice d'exploitation	14 301	7,5 %	31 972	15,2 %	27 710	7,3 %	64 748	15,6 %
Charges financières, montant net	11 329	5,9 %	15 950	7,6 %	22 659	6,0 %	30 146	7,3 %
Bénéfice avant impôt sur le résultat et perte liée à la participation dans une entité contrôlée conjointement	2 972	1,6 %	16 022	7,6 %	5 051	1,3 %	34 602	8,4 %
Charge d'impôt sur le résultat	1 790	0,9 %	5 069	2,4 %	2 852	0,7 %	10 498	2,5 %
Perte liée à une participation dans une entité contrôlée conjointement	362	0,2 %	–	–	721	0,2 %	–	–
Bénéfice net	820 \$	0,4 %	10 953 \$	5,2 %	1 478 \$	0,4 %	24 104 \$	5,8 %
Bénéfice de base par action	0,03 \$		0,41 \$		0,06 \$		0,91 \$	
Bénéfice dilué par action	0,03 \$		0,38 \$		0,05 \$		0,83 \$	

¹ Les montants de l'exercice précédent ont été reclassés afin que leur présentation soit conforme à celle adoptée pour l'exercice considéré.

	Au 30 juin 2017	Au 31 décembre 2016
Total de l'actif	1 070 780 \$	1 099 937 \$
Dette à long terme (y compris la tranche à court terme, en excluant les débiteures échangeables)	292 536 \$	310 028 \$
Débiteures échangeables	93 094 \$	92 174 \$
Ratio dette à long terme totale/total de l'actif	36,0 %	36,6 %

Information sectorielle

Parallèlement à la mise à jour de sa stratégie d'affaires, annoncée au premier trimestre de 2017, la Société a modifié la façon dont elle gère ses activités en vue d'évaluer le rendement et d'affecter les ressources. Les activités de la Société ont été scindées en quatre secteurs à présenter, soit : PJ, Agence, Immobilier et Autre.

Le secteur PJ offre aux petites et moyennes entreprises du Canada des solutions de marketing et de médias numériques et traditionnels, notamment le positionnement prioritaire en ligne et mobile sur les médias détenus et exploités par Pages Jaunes, la syndication de contenu, des solutions de moteurs de recherche, la réalisation de sites Web, la gestion de campagnes sur les médias sociaux, un service d'affichage numérique ainsi que la production vidéo et la publicité imprimée.

Le secteur Agence répond aux besoins en matière de publicité nationale des marques et des éditeurs, principalement par le biais de sa division Mediative et de ses filiales JUICE et Totem. Mediative offre des services spécialisés de marketing numérique et de médias de performance à des clients nationaux, partout au Canada. La plateforme programmatique directe et la plateforme d'enchères en temps réel exclusives de JUICE facilitent l'achat et la vente automatiques de publicité mobile entre les marques et les annonceurs. Totem est une agence de création publicitaire spécialisée dans la conception et la livraison de contenu personnalisé pour les marques mondiales.

Le secteur Immobilier offre aux propriétaires de maison canadiens des médias et de l'expertise fiables pour vendre leur maison d'une façon peu coûteuse et qui a fait ses preuves, ainsi que la publication d'inscriptions immobilières à l'échelle locale. Il répond aux besoins des consommateurs dans le marché de l'immobilier au Canada grâce aux filiales DPCF et Pages Jaunes Immobilier.

Le secteur Autre offre un portefeuille diversifié de médias aux consommateurs canadiens, dont le service d'annuaire numérique 411.ca, ainsi que des revues qui génèrent un contenu local en matière de style de vie spécifique à la région de l'Ouest canadien, particulièrement dans les domaines de la restauration, de l'immobilier et de l'art de vivre.

Les résultats sectoriels comprennent les éléments directement attribuables à un secteur, ainsi que ceux qui peuvent être attribués sur une base raisonnable. La Société tient compte des transactions entre les secteurs à présenter de la même façon qu'elle tient compte des transactions avec les clients externes et les élimine à la consolidation. Le président et chef de la direction par intérim utilise le BAIIA ajusté pour évaluer le rendement de chaque secteur. Le président et chef de la direction par intérim examine également les produits en fonction de produits et services comparables, comme les médias imprimés et les médias numériques et la marge brute, qui est définie comme les produits moins le coût des produits vendus.

Analyse des résultats d'exploitation et financiers consolidés et sectoriels

Produits

(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)

Pour les trimestres et les semestres clos les 30 juin	2017	2016	Variation en %	2017	2016	Variation en %
PJ	149 533 \$	167 133 \$	(10,5) %	302 262 \$	337 237 \$	(10,4) %
Médias imprimés	46 352	61 710	(24,9) %	95 725	127 941	(25,2) %
Médias numériques	103 181	105 423	(2,1) %	206 537	209 296	(1,3) %
Agence	18 852	19 389	(2,8) %	33 378	30 335	10,0 %
Médias imprimés	2 250	–	s.o.	3 159	11	n.s.
Médias numériques	16 602	19 389	(14,4) %	30 219	30 324	(0,3) %
Immobilier	17 698	18 758	(5,7) %	35 383	36 986	(4,3) %
Médias imprimés	2 983	5 056	(41,0) %	6 750	10 112	(33,2) %
Médias numériques	14 715	13 702	7,4 %	28 633	26 874	6,5 %
Autre	6 146	6 303	(2,5) %	11 505	12 289	(6,4) %
Médias imprimés	1 326	1 357	(2,3) %	2 009	2 386	(15,8) %
Médias numériques	4 820	4 946	(2,5) %	9 496	9 903	(4,1) %
Éliminations intersectorielles	(1 010)	(1 096)	(7,8) %	(1 801)	(2 733)	(34,1) %
Médias imprimés	(22)	(105)	(79,0) %	(34)	(404)	(91,6) %
Médias numériques	(988)	(991)	(0,3) %	(1 767)	(2 329)	(24,1) %
Total des produits	191 219	210 487	(9,2) %	380 727	414 114	(8,1) %
Médias imprimés	52 889	68 018	(22,2) %	107 609	140 046	(23,2) %
Médias numériques	138 330 \$	142 469 \$	(2,9) %	273 118 \$	274 068 \$	(0,3) %

Indicateurs d'exploitation

Aux 30 juin	2017	2016
Clients recourant exclusivement aux produits numériques ¹	83 300	67 200
Produits tirés des médias et solutions numériques (en milliers de dollars canadiens) ²	138 330 \$	142 469 \$
Produits tirés des médias et solutions numériques en pourcentage du total des produits ²	72,3 %	67,7 %

¹ Clients des activités de PJ seulement, en excluant l'apport des clients de Mediactive, de JUICE, de 411.ca, de Pages Jaunes Immobilier et de DPCF.

² Pour les trimestres clos les 30 juin.

Pour le deuxième trimestre clos le 30 juin 2017, le total des produits a diminué de 9,2 % d'un exercice à l'autre, pour se chiffrer à 191,2 M\$, comparativement à 210,5 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Pour le semestre clos le 30 juin 2017, les produits ont diminué de 8,1 % pour s'établir à 380,7 M\$, comparativement à 414,1 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution du total des produits pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2017 par rapport aux périodes correspondantes de 2016 est imputable essentiellement à la baisse des produits tirés des médias imprimés ainsi qu'à la baisse des produits tirés des médias et solutions numériques dans tous les secteurs, sauf le secteur Immobilier.

Au deuxième trimestre de 2017, le total des produits tirés des médias et solutions numériques a diminué de 2,9 % d'un exercice à l'autre pour s'établir à 138,3 M\$, ou 72,3 % des produits, contre 142,5 M\$, ou 67,7 % des produits, pour la période correspondante de l'exercice précédent. Pour le semestre clos le 30 juin 2017, le total des produits tirés des médias et solutions numériques s'est établi à 273,1 M\$, ou 71,7 % des produits, contre 274,1 M\$, ou 66,2 % des produits. La diminution du total des produits tirés des médias et solutions numériques pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2017 est essentiellement attribuable aux baisses enregistrées

dans les secteurs Agence et PJ. Pour la période de douze mois close le 30 juin 2017, 83 % des clients qui renouvellent leur contrat ont maintenu ou augmenté le niveau de leurs dépenses annuelles, comparativement à 82 % des clients au cours de la période correspondante de l'exercice précédent.

Au cours du deuxième trimestre clos le 30 juin 2017, le total des produits tirés des médias imprimés a diminué de 22,2 % d'un exercice à l'autre pour s'établir à 52,9 M\$. Pour le semestre clos le 30 juin 2017, le total des produits tirés des médias imprimés a diminué de 23,2 % d'un exercice à l'autre, pour s'établir à 107,6 M\$, compte tenu de l'incidence défavorable d'un recul du nombre de clients des médias imprimés et de la transition des dépenses de marketing imprimé vers le marketing numérique.

Produits tirés des secteurs à présenter

PJ

Pénétration de la clientèle

Aux 30 juin	2017	2016
Médias imprimés	65 %	72 %
Médias numériques détenus et exploités	70 %	68 %
Positionnement prioritaire en ligne	61 %	62 %
Positionnement prioritaire mobile	27 %	27 %
Services numériques¹	11 %	10 %

¹ Pourcentage des clients de PJ qui achètent au moins un produit de positionnement prioritaire en ligne, de positionnement prioritaire mobile, de NetSync, lié au contenu, lié à la vidéo ou traditionnel.

Pour le deuxième trimestre de 2017, les produits tirés du secteur PJ ont totalisé 149,5 M\$, comparativement à 167,1 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Pour le semestre clos le 30 juin 2017, les produits tirés du secteur PJ ont diminué de 35,0 M\$, pour s'établir à 302,3 M\$, comparativement à 337,2 M\$ pour la période correspondante de 2016. La diminution pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2017 est imputable principalement à la baisse des produits tirés des médias imprimés, dont le taux de recul est demeuré stable d'un exercice à l'autre. Les produits tirés des médias et solutions numériques ont enregistré une légère baisse. La baisse des produits attribuable à nos produits détenus et exploités à marge élevée a été contrebalancée en grande partie par la croissance des services numériques, lesquels sont exploités à une marge moins élevée, ce qui se traduit par une pression sur nos marges brutes.

Agence

Pour le trimestre clos le 30 juin 2017, les produits tirés du secteur Agence se sont élevés à 18,9 M\$, comparativement à 19,4 M\$ pour le trimestre clos le 30 juin 2016. Pour le semestre clos le 30 juin 2017, les produits tirés du secteur Agence ont totalisé 33,4 M\$, comparativement à 30,3 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution des produits tirés du secteur Agence au trimestre clos le 30 juin 2017 s'explique par la pression exercée par l'internalisation au sein du secteur de l'agence nationale, par un roulement de personnel dans l'équipe de vente et par l'échéancier des contrats. L'augmentation des produits tirés du secteur Agence pour le semestre clos le 30 juin 2017 est essentiellement attribuable à l'inclusion de Totem, acquise en septembre 2016, et de JUICE, acquise en mars 2016.

Immobilier

Les produits tirés du secteur Immobilier se sont élevés à 17,7 M\$ pour le trimestre clos le 30 juin 2017, comparativement à 18,8 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent, et à 35,4 M\$ pour le semestre clos le 30 juin 2017, comparativement à 37,0 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution pour le deuxième trimestre et le semestre clos le 30 juin 2017 s'explique principalement par la baisse des produits tirés des médias imprimés enregistrée par Pages Jaunes Immobilier en partie en raison de la vigueur du marché de l'immobilier dans la région du Grand Toronto, son principal marché, qui a entraîné une baisse de la demande pour la publicité, laquelle a été contrebalancée en partie par une hausse des produits générés par les services-conseils offerts aux acheteurs et la publicité enregistrée par DPCF.

Autre

Au deuxième trimestre de 2017, les produits tirés du secteur Autre sont demeurés relativement stables d'un exercice à l'autre, se chiffrant à 6,1 M\$ comparativement à 6,3 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Au semestre clos le 30 juin 2017, les produits tirés du secteur Autre ont diminué pour s'établir à 11,5 M\$, comparativement à 12,3 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent, en raison de la baisse des produits à marge plus élevée enregistrée par 411.ca et de la baisse des produits enregistrée par Western Media Group en raison essentiellement du roulement des employés dans les équipes de vente.

Marge brute

(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)

Pour les trimestres et les semestres clos les 30 juin										
	2017	%	2016	%	Variation en %	2017	%	2016	%	Variation en %
PJ	86 256 \$	57,7 %	101 889 \$	61,0 %	(15,3) %	176 415 \$	58,4 %	207 814 \$	61,6 %	(15,1) %
Agence	4 037	21,4 %	5 110	26,4 %	(21,0) %	4 843	14,5 %	8 761	28,9 %	(44,7) %
Immobilier	8 769	49,5 %	8 296	44,2 %	5,7 %	17 422	49,2 %	16 105	43,5 %	8,2 %
Autre	2 462	40,1 %	2 810	44,6 %	(12,4) %	4 692	40,8 %	5 643	45,9 %	(16,9) %
Éliminations intersectorielles	(96)	n.s.	(202)	n.s.	(52,5) %	(168)	n.s.	(1 117)	n.s.	(85,0) %
Total de la marge brute	101 428 \$	53,0 %	117 903 \$	56,0 %	(14,0) %	203 204 \$	53,4 %	237 206 \$	57,3 %	(14,3) %

Au deuxième trimestre de 2017, la marge brute a diminué pour s'établir à 101,4 M\$, ou 53,0 % du total des produits, comparativement à 117,9 M\$, ou 56,0 % du total des produits, au deuxième trimestre de 2016. Pour le semestre clos le 30 juin 2017, la marge brute a diminué pour s'établir à 203,2 M\$, ou 53,4 % du total des produits, comparativement à 237,2 M\$, ou 57,3 % du total des produits, pour la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution de la marge brute et de la marge brute en tant que pourcentage du total des produits pour le deuxième trimestre et le semestre clos le 30 juin 2017 est imputable principalement à une modification de la composition des produits, contrebalancée en partie par la baisse des coûts de vente. Pour le semestre clos le 30 juin 2017, le total de la marge brute a aussi subi l'incidence de l'acquisition de JUICE, qui exerce ses activités à une marge brute moins élevée.

Marge brute des secteurs à présenter**PJ**

La marge brute du secteur PJ a totalisé 86,3 M\$, ou 57,7 % des produits, au deuxième trimestre de 2017, comparativement à 101,9 M\$, ou 61,0 % des produits, pour la période correspondante de l'exercice précédent, et 176,4 M\$, ou 58,4 % des produits, pour le semestre clos le 30 juin 2017, comparativement à 207,8 M\$, ou 61,6 % des produits, pour la période correspondante de 2016. La diminution pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2017 est imputable principalement à la modification de la composition des produits numériques pour aller vers des produits à marge moins élevée et à la baisse des produits tirés des médias imprimés.

Agence

Pour le trimestre clos le 30 juin 2017, la marge brute du secteur Agence s'est élevée à 4,0 M\$, ou 21,4 % des produits, comparativement à 5,1 M\$, ou 26,4 % des produits, pour le trimestre clos le 30 juin 2016. La diminution de la marge brute du secteur Agence pour le trimestre clos le 30 juin 2017 est imputable principalement à une modification de la composition des produits. Pour le semestre clos le 30 juin 2017, la marge brute du secteur Agence a totalisé 4,8 M\$, ou 14,5 % des produits, comparativement à 8,8 M\$, ou 28,9 % des produits, pour la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution de la marge brute du secteur Agence pour le semestre clos le 30 juin 2017 découle d'une modification de la composition des produits et des coûts de résiliation de contrats non récurrents engagés au premier trimestre de 2017.

Immobilier

Pour le trimestre clos le 30 juin 2017, la marge brute du secteur Immobilier s'est élevée à 8,8 M\$, ou 49,5 % des produits, comparativement à 8,3 M\$, ou 44,2 % des produits, pour la période correspondante de l'exercice précédent. Pour le semestre clos le 30 juin 2017, la marge brute du secteur Immobilier s'est élevée à 17,4 M\$, ou 49,2 % des produits, comparativement à 16,1 M\$, ou 43,5 % des produits, pour la période correspondante de l'exercice précédent. L'augmentation de la marge brute pour le deuxième trimestre et le semestre clos le 30 juin 2017 est essentiellement attribuable aux initiatives d'économie de coût prises par Pages Jaunes Immobilier et à la composition de produits favorable et la croissance des produits de DPCF.

Autre

La marge brute du secteur Autre a totalisé 2,5 M\$, ou 40,1 % des produits, au deuxième trimestre de 2017, comparativement à 2,8 M\$, ou 44,6 % des produits, pour la période correspondante de l'exercice précédent, et 4,7 M\$, ou 40,8 % des produits, pour le semestre clos le 30 juin 2017, comparativement à 5,6 M\$, ou 45,9 % des produits, pour la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2017 est imputable principalement à la baisse des ventes, qui s'est traduite par un coût fixe des produits vendus proportionnellement plus élevé.

Autres coûts d'exploitation

(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)

Pour les trimestres et les semestres clos les 30 juin	2017	2016	Variation en %	2017	2016	Variation en %
PJ	43 406 \$	45 634 \$	(4,9) %	85 232 \$	91 618 \$	(7,0) %
Agence	5 086	4 976	2,2 %	9 939	7 622	30,4 %
Immobilier	6 651	6 480	2,6 %	13 438	13 809	(2,7) %
Autre	1 956	2 084	(6,1) %	3 863	4 450	(13,2) %
Éliminations intersectorielles	(96)	(202)	(52,5) %	(168)	(1 117)	(85,0) %
Total des autres coûts d'exploitation	57 003 \$	58 972 \$	(3,3) %	112 304 \$	116 382 \$	(3,5) %

Au deuxième trimestre de 2017, le total des autres coûts d'exploitation, soit les coûts indirects, a diminué de 3,3 % pour s'établir à 57,0 M\$, comparativement à 59,0 M\$ au deuxième trimestre de 2016. Pour le semestre clos le 30 juin 2017, le total des autres coûts d'exploitation a diminué de 3,5 % pour s'établir à 112,3 M\$, comparativement à 116,4 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution du total des autres coûts d'exploitation pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2017 découle de la baisse des charges liées aux employés et des coûts liés aux systèmes d'information et de technologies de l'information et à la marque.

Autres coûts d'exploitation des secteurs à présenter**PJ**

Les autres coûts d'exploitation du secteur PJ ont totalisé 43,4 M\$ et 85,2 M\$, respectivement, pour le deuxième trimestre et le semestre clos le 30 juin 2017, comparativement à 45,6 M\$ et 91,6 M\$, respectivement, pour les périodes correspondantes de l'exercice précédent. La diminution pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2017 est essentiellement attribuable à la baisse des charges liées aux employés, aux initiatives d'économie de coûts relativement aux systèmes d'information et de technologies de l'information ainsi qu'à la baisse des dépenses liées à la marque.

Agence

Les autres coûts d'exploitation du secteur Agence se sont élevés à 5,1 M\$ et à 9,9 M\$, respectivement, pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2017, comparativement à 5,0 M\$ et à 7,6 M\$, respectivement, pour les périodes correspondantes de l'exercice précédent. L'augmentation des autres coûts d'exploitation pour le semestre clos le 30 juin 2017 pour le secteur Agence découle essentiellement de l'inclusion de Totem, acquise en septembre 2016, et de JUICE, acquise en mars 2016.

Immobilier

Les autres coûts d'exploitation du secteur Immobilier ont été stables au cours du trimestre et du semestre clos le 30 juin 2017. Les autres coûts d'exploitation se sont élevés à 6,7 M\$ et à 13,4 M\$, respectivement, pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2017, comparativement à 6,5 M\$ et à 13,8 M\$, respectivement, pour les périodes correspondantes de l'exercice précédent.

Autre

Les autres coûts d'exploitation du secteur Autre sont demeurés relativement stables d'un exercice à l'autre pour les trimestres clos les 30 juin 2017 et 2016, s'élevant à 2,0 M\$ et à 2,1 M\$, respectivement. Pour le semestre clos le 30 juin 2017, les autres coûts d'exploitation ont diminué pour s'établir à 3,9 M\$, comparativement à 4,5 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution pour le semestre clos le 30 juin 2017 est attribuable à une baisse des charges liées aux employés.

BAlIA ajusté

(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)

Pour les trimestres et les semestres clos les 30 juin	2017		2016		Variation			Variation		
		%		%	en %		%		%	en %
PJ	42 850 \$	28,7 %	56 255 \$	33,7 %	(23,8) %	91 183 \$	30,2 %	116 196 \$	34,5 %	(21,5) %
Agence	(1 049)	(5,6) %	134	0,7 %	n.s.	(5 096)	(15,3) %	1 139	3,8 %	n.s.
Immobilier	2 118	12,0 %	1 816	9,7 %	16,6 %	3 984	11,3 %	2 296	6,2 %	73,5 %
Autre	506	8,2 %	726	11,5 %	(30,3) %	829	7,2 %	1 193	9,7 %	(30,5) %
Total du BAlIA ajusté	44 425 \$	23,2 %	58 931 \$	28,0 %	(24,6) %	90 900 \$	23,9 %	120 824 \$	29,2 %	(24,8) %

Le BAlIA ajusté a diminué de 14,5 M\$ pour s'établir à 44,4 M\$ au deuxième trimestre de 2017, comparativement à 58,9 M\$ au deuxième trimestre de 2016. Pour le semestre clos le 30 juin 2017, le BAlIA ajusté a diminué de 29,9 M\$ pour s'établir à 90,9 M\$, comparativement à 120,8 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Notre marge sur BAlIA ajusté pour le deuxième trimestre de 2017 s'est établie à 23,2 %, comparativement à 28,0 % pour le deuxième trimestre de 2016, et a atteint 23,9 % pour le semestre clos le 30 juin 2017, comparativement à 29,2 % pour la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution du BAlIA ajusté et de la marge sur BAlIA ajusté pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2017 est imputable principalement à une baisse globale des produits tirés des médias imprimés et à une modification globale de la composition des produits, facteurs partiellement contrebalancés par les initiatives d'économie de coûts. La baisse de la marge sur BAlIA ajusté a également été influencée par l'acquisition en mars 2016 de JUICE, qui exerce ses activités à une marge sur BAlIA ajusté inférieure à celle de Pages Jaunes avant l'acquisition.

BAlIA ajusté des secteurs à présenter**PJ**

Pour le deuxième trimestre de 2017, le BAlIA ajusté du secteur PJ a totalisé 42,9 M\$, comparativement à 56,3 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Pour le semestre clos le 30 juin 2017, le BAlIA ajusté du secteur PJ a diminué pour s'établir à 91,2 M\$, comparativement à 116,2 M\$ pour la période correspondante de 2016. La marge sur BAlIA ajusté du secteur PJ pour le deuxième trimestre de 2017 s'est établie à 28,7 %, comparativement à 33,7 % pour le deuxième trimestre de 2016, et à 30,2 % pour le semestre clos le 30 juin 2017, comparativement à 34,5 % pour la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2017 est imputable principalement à une modification de la composition des produits et à la baisse des produits tirés des médias imprimés, facteurs contrebalancés en partie par des initiatives d'économie de coûts.

Agence

Pour le trimestre clos le 30 juin 2017, le BAlIA ajusté du secteur Agence correspond à une perte d'exploitation avant amortissements, frais de restructuration et autres charges de 1,0 M\$, ou (5,6 %) des produits, comparativement à un bénéfice d'exploitation avant amortissements, frais de restructuration et autres charges de 0,1 M\$, ou 0,7 % des produits, pour le trimestre clos le 30 juin 2016. Pour le semestre clos le 30 juin 2017, le BAlIA ajusté du secteur Agence correspond à une perte d'exploitation avant amortissements, frais de restructuration et autres charges de 5,1 M\$, ou (15,3 %) des produits, comparativement à un bénéfice d'exploitation avant amortissements, frais de restructuration et autres charges de 1,1 M\$, ou 3,8 % des produits, pour la période correspondante de l'exercice précédent. Le BAlIA ajusté pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2017 a subi l'incidence négative de la baisse des produits et d'une modification de la composition des produits par rapport aux périodes correspondantes de 2016 et le BAlIA ajusté a diminué davantage pour le semestre clos le 30 juin 2017 en raison des coûts de résiliation de contrats non récurrents engagés au cours du premier trimestre de 2017.

Immobilier

Pour le trimestre clos le 30 juin 2017, le BAlIA ajusté du secteur Immobilier s'est élevé à 2,1 M\$, ou 12,0 % des produits, comparativement à 1,8 M\$, ou 9,7 % des produits, pour la période correspondante de l'exercice précédent. Pour le semestre clos le 30 juin 2017, le BAlIA ajusté du secteur Immobilier s'est élevé à 4,0 M\$, ou 11,3 % des produits, comparativement à 2,3 M\$, ou 6,2 % des produits, pour la période correspondante de l'exercice précédent. L'augmentation pour le deuxième trimestre et le semestre clos le 30 juin 2017 est essentiellement attribuable à la hausse des produits de DPCF et aux initiatives d'économie de coûts prises surtout par Pages Jaunes Immobilier.

Autre

Le BAIIA ajusté du secteur Autre a totalisé 0,5 M\$, ou 8,2 % des produits, et 0,8 M\$, ou 7,2 % des produits, respectivement, pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2017, comparativement à 0,7 M\$, ou 11,5 % des produits, et 1,2 M\$, ou 9,7 % des produits, respectivement, pour les périodes correspondantes de l'exercice précédent.

Amortissements

Les amortissements ont augmenté pour s'établir à 27,3 M\$ pour le deuxième trimestre de 2017, comparativement à 25,4 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent, et ont augmenté pour s'établir à 53,1 M\$ pour le semestre clos le 30 juin 2017, comparativement à 50,3 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. L'augmentation s'explique par la hausse des dépenses d'investissement découlant du déploiement des systèmes et des plateformes, de même que par l'amortissement des immobilisations incorporelles liées à l'acquisition de JUICE. De plus, à la suite du test de dépréciation effectué par la Société au 31 décembre 2016, nous avons révisé la durée d'utilité de nos ententes de non-concurrence afin de tenir compte de la période révisée au cours de laquelle les avantages devraient être comptabilisés. Par conséquent, la baisse prévue de l'amortissement des ententes de non-concurrence découlant de la charge pour perte de valeur comptabilisée en 2016 a été contrebalancée par l'incidence de la réduction de la durée d'utilité.

Frais de restructuration et autres charges

Au cours du trimestre et du semestre clos le 30 juin 2017, nous avons comptabilisé des frais de restructuration et autres charges de 2,8 M\$ et de 10,1 M\$, respectivement, liés principalement aux réorganisations internes, aux réductions de la main-d'œuvre et aux fermetures de bureaux. Au cours du trimestre et du semestre clos le 30 juin 2016, nous avons comptabilisé des frais de restructuration et autres charges de 1,5 M\$ et de 5,8 M\$, respectivement, liés principalement aux réorganisations internes, aux réductions de la main-d'œuvre et aux coûts de transaction liés à l'acquisition de JUICE.

Charges financières

Les charges financières ont diminué de 4,6 M\$ pour s'établir à 11,3 M\$ au deuxième trimestre de 2017, comparativement à 16,0 M\$ à la période correspondante de 2016, et ont diminué de 7,5 M\$ pour s'établir à 22,7 M\$ au cours du semestre clos le 30 juin 2017, comparativement à 30,1 M\$ à la période correspondante de l'exercice précédent. Cette diminution s'explique essentiellement par une baisse du niveau d'endettement et par l'incidence d'une charge non récurrente de 2,4 M\$ au titre du règlement d'un avis de cotisation lié aux charges financières. Au 30 juin 2017, le taux d'intérêt effectif moyen de la Société sur notre portefeuille de titres d'emprunt s'établissait à 8,9 % (2016 – 9 %).

Charge d'impôt sur le résultat

Le taux d'imposition combiné fédéral-provincial prévu par la loi s'est établi à 26,9 % pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2017, et à 26,7 % pour les périodes correspondantes de 2016. La Société a comptabilisé une charge de 1,8 M\$ et de 2,9 M\$, respectivement, pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2017 (2016 – 5,1 M\$ et 10,5 M\$, respectivement). La Société a inscrit une charge d'impôt de 60,2 % et de 56,5 % sur le bénéfice pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2017, respectivement (2016 – 31,6 % et 30,3 %, respectivement).

La différence entre le taux effectif et le taux prévu par la loi pour les trimestres et les semestres clos les 30 juin 2017 et 2016 s'explique par le fait que certaines charges n'étaient pas déductibles aux fins de l'impôt.

Perte liée à une participation dans une entité contrôlée conjointement

Le 3 octobre 2016, la Société a fait l'acquisition d'une participation de 50 % dans 9778730 Canada Inc., qui détient la totalité de Coupgon Inc., un fournisseur de coupons numériques. Pages Jaunes a comptabilisé une perte liée à notre participation dans une entité contrôlée conjointement d'un montant de 0,4 M\$ et de 0,7 M\$, respectivement, durant le deuxième trimestre et le semestre clos le 30 juin 2017. Au 30 juin 2017, l'obligation de la Société au titre du financement des activités de Coupgon Inc. se chiffrait à 1,6 M\$.

Bénéfice net

Nous avons comptabilisé un bénéfice net de 0,8 M\$ au deuxième trimestre de 2017, comparativement à 11,0 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Pour le semestre clos le 30 juin 2017, le bénéfice net a diminué pour s'établir à 1,5 M\$, comparativement à 24,1 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2017 est principalement attribuable à une baisse du BAIIA ajusté. Le bénéfice net pour le semestre clos le 30 juin 2017 a aussi subi l'incidence de la hausse des frais de restructuration et autres charges.

Sommaire des résultats consolidés trimestriels

Résultats trimestriels

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action et les pourcentages)

	2017		2016			2015		
	T2	T1	T4	T3	T2	T1	T4	T3
Produits	191 219 \$	189 508 \$	202 723 \$	201 142 \$	210 487 \$	203 627 \$	208 505 \$	210 593 \$
Coûts d'exploitation	146 794	143 033	145 305	144 193	151 556	141 734	144 007	146 783
Bénéfice d'exploitation avant amortissements, perte de valeur des immobilisations incorporelles et frais de restructuration et autres charges (BAIIA ajusté)	44 425	46 475	57 418	56 949	58 931	61 893	64 498	63 810
Marge sur BAIIA ajusté	23,2 %	24,5 %	28,3 %	28,3 %	28,0 %	30,4 %	30,9 %	30,3 %
Amortissements	27 346	25 780	27 745	26 838	25 440	24 859	20 792	21 161
Perte de valeur des immobilisations incorporelles	–	–	600 000	–	–	–	–	–
Frais de restructuration et autres charges	2 778	7 286	7 493	9 691	1 519	4 258	17 168	9 113
Bénéfice (perte) d'exploitation	14 301	13 409	(577 820)	20 420	31 972	32 776	26 538	33 536
Bénéfice net (perte nette)	820	658	(431 583)	3 774	10 953	13 151	5 866	13 155
Bénéfice (perte) de base par action	0,03 \$	0,02 \$	(16,35) \$	0,14 \$	0,41 \$	0,49 \$	0,22 \$	0,49 \$
Bénéfice (perte) dilué(e) par action	0,03 \$	0,02 \$	(16,35) \$	0,14 \$	0,38 \$	0,45 \$	0,21 \$	0,44 \$

Les produits ont diminué de trimestre en trimestre de façon générale en raison essentiellement de la perte globale de clients et du recul des dépenses liées aux médias imprimés de nos clients qui renouvellent leur contrat, facteurs contrebalancés partiellement par une augmentation du nombre de clients des médias numériques. L'acquisition de JUICE, le 17 mars 2016, de même que l'acquisition de Totem à compter du quatrième trimestre de 2016, ont eu une incidence favorable sur les produits.

Les coûts d'exploitation sont demeurés relativement stables d'un trimestre à l'autre malgré les réductions de la main-d'œuvre, les initiatives d'économie de coûts et la baisse des produits attribuable à l'acquisition de JUICE le 17 mars 2016 et à la modification de la composition des ventes pour aller vers des produits dont les coûts de livraison sont proportionnellement plus élevés.

Les marges sur BAIIA ajusté sont demeurées relativement stables jusqu'au premier trimestre de 2016, la baisse des produits tirés des médias imprimés, les modifications de la composition des produits, les investissements liés à la stratégie de mise en marché et l'acquisition de DPCF ayant été contrebalancés par les initiatives d'économie de coûts et la baisse des charges liées aux employés. La marge sur BAIIA ajusté a diminué d'environ 2 % à compter du deuxième trimestre de 2016, surtout en raison de l'acquisition de JUICE, et a diminué davantage en 2017 en raison de la modification de la composition des ventes pour aller vers des produits dont les coûts de livraison sont proportionnellement plus élevés.

Les amortissements sont demeurés relativement stables tout au long de 2015. Les amortissements ont augmenté au cours de 2016 en raison du déploiement de plateformes et d'applications dans le cadre de l'évolution numérique de la Société. À compter du deuxième trimestre de 2016, l'amortissement a aussi augmenté en raison de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées à l'acquisition de JUICE. À la suite du test de dépréciation effectué le 31 décembre 2016, la Société a révisé la durée d'utilité des ententes de non-concurrence, ce qui a contrebalancé la baisse prévue de l'amortissement des ententes de non-concurrence.

Les frais de restructuration et autres charges de la Société se rapportent essentiellement à l'optimisation de la main-d'œuvre, au réalignement de la structure de coûts et aux acquisitions liées à son évolution vers une entreprise axée sur les médias numériques. La Société prévoit d'autres coûts de transition à mesure qu'elle mettra en œuvre sa stratégie d'affaires.

Notre bénéfice net pour le premier et le deuxième trimestres de 2017 a subi l'incidence défavorable d'une baisse du BAIIA ajusté. Au premier trimestre de 2017, au quatrième trimestre de 2015 et au troisième trimestre de 2016, notre bénéfice net a subi l'incidence négative de la hausse des frais de restructuration découlant des réorganisations internes et des réductions de la main-d'œuvre. Notre perte nette au quatrième trimestre de 2016 s'explique par une perte de valeur de 600 M\$ liée à certaines de nos immobilisations incorporelles.

3. Situation de trésorerie et sources de financement

Cette section évalue la structure du capital de la Société, sa situation de trésorerie et ses divers instruments financiers, y compris ses instruments d'emprunt.

Structure du capital

(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)

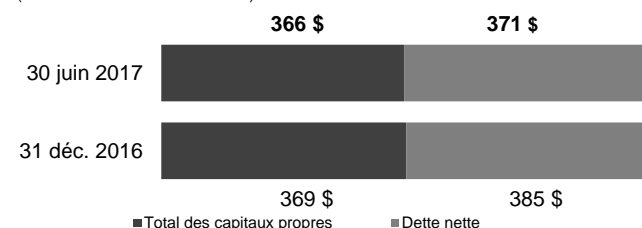
	Au 30 juin 2017	Au 31 décembre 2016
Trésorerie	14 587 \$	17 260 \$
Billets garantis de premier rang	292 248 \$	309 669 \$
Débiteures échangeables	93 094	92 174
Obligations en vertu de contrats de location-financement	288	359
Dette nette	371 043 \$	384 942 \$
Capitaux propres	365 855	368 904
Capitalisation totale	736 898 \$	753 846 \$
Ratio de la dette nette sur la capitalisation totale	50,4 %	51,1 %

Ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté des douze derniers mois¹



Structure du capital

(en millions de dollars canadiens)



Au 30 juin 2017, la dette nette de Pages Jaunes totalisait 371,0 M\$, comparativement à 384,9 M\$ au 31 décembre 2016.

Le ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté des douze derniers mois¹ s'établissait à 1,8 fois au 30 juin 2017, comparativement à 1,6 fois au 31 décembre 2016. L'augmentation s'explique principalement par la baisse du BAIIA ajusté.

¹ Bénéfice d'exploitation des douze derniers mois avant amortissements, perte de valeur des immobilisations incorporelles et frais de restructuration et autres charges (le « BAIIA ajusté des douze derniers mois »). Le BAIIA ajusté des douze derniers mois est une mesure non définie par les IFRS et, par conséquent, il pourrait ne pas être comparable à des mesures semblables utilisées par d'autres sociétés cotées en Bourse. Se reporter à la page 4 pour obtenir une définition du BAIIA ajusté.

Emprunt garanti par des actifs

En août 2013, la Société a conclu, par l'entremise de sa filiale Pages Jaunes Solutions numériques et médias Limitée, un emprunt garanti par des actifs de 50 M\$, d'une durée de cinq ans, arrivant à échéance en août 2018. Cet emprunt est affecté aux besoins généraux de l'entreprise. L'emprunt garanti par des actifs permet à la Société d'avoir accès à des fonds sous la forme de prêts au taux préférentiel, de prêts au taux des acceptations bancaires ou de lettres de crédit. L'emprunt garanti par des actifs est garanti par une charge de premier rang sur les créances de la Société. L'intérêt est calculé soit en fonction du taux des acceptations bancaires, soit en fonction du taux préférentiel majoré d'une marge applicable. L'emprunt est soumis à une réserve disponible de 5 M\$ si le ratio de couverture des charges fixes de la Société est inférieur à 1,1 fois pour les douze derniers mois. Au 30 juin 2017, la Société avait des lettres de crédit de 6,9 M\$ émises et en cours en vertu de l'emprunt garanti par des actifs. Par conséquent, une tranche de 43,1 M\$ de l'emprunt garanti par des actifs était disponible au 30 juin 2017. Au 30 juin 2017, la Société respectait toutes les clauses restrictives de la convention d'emprunt régissant l'emprunt garanti par des actifs.

Billets garantis de premier rang

Le 20 décembre 2012, la Société a émis, par l'entremise de sa filiale Pages Jaunes Solutions numériques et médias Limitée, 800 M\$ de billets garantis de premier rang à 9,25 % (les « billets garantis de premier rang ») échéant le 30 novembre 2018. Les intérêts sur les billets garantis de premier rang sont payables en trésorerie trimestriellement, à terme échu, en versements égaux, le dernier jour de février, de mai, d'août et de novembre de chaque année.

La Société a remboursé un total de 507,8 M\$, depuis le 20 décembre 2012, de ses billets garantis de premier rang, portant ainsi le solde de 800 M\$ à 292,2 M\$ au 30 juin 2017.

Au 30 juin 2017, la Société respectait toutes les clauses restrictives en vertu de l'acte de fiducie régissant les billets garantis de premier rang.

Rachat obligatoire

Aux termes de l'acte de fiducie régissant les billets garantis de premier rang, la Société doit utiliser un montant équivalant à 75 % de ses flux de trésorerie excédentaires consolidés pour la dernière période de six mois close le 31 mars ou le 30 septembre, selon le cas, pour racheter semestriellement le dernier jour de mai et de novembre de chaque année, à compter du 31 mai 2013, les billets garantis de premier rang à un prix de rachat équivalant à 100 % du capital auprès de leurs détenteurs, sur une base proportionnelle, à la condition que la Société maintienne un solde de trésorerie minimal, incluant la réserve disponible pour l'emprunt garanti par des actifs, de 75 M\$ immédiatement après le paiement de rachat obligatoire, sous réserve de certaines conditions. La condition du solde de trésorerie minimal de 75 M\$ prévoit une réduction dans certains cas décrits dans l'acte de fiducie régissant les billets garantis de premier rang. Les flux de trésorerie excédentaires, selon la définition qui en est donnée dans l'acte de fiducie régissant les billets garantis de premier rang, désignent le total des flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation ajusté pour tenir compte, entre autres, des paiements d'intérêts, de l'impôt, des régimes de rémunération des employés à long terme, de certains paiements de cotisations à des régimes de retraite ainsi que de l'acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles. Aux fins de la détermination des flux de trésorerie excédentaires consolidés, les déductions pour dépenses d'investissement et pour charges liées aux systèmes d'information et de technologies de l'information sont toutes deux limitées à 50 M\$ par année. Dans d'autres circonstances, la Société pourrait également devoir effectuer des remboursements supplémentaires sur les billets garantis de premier rang (se reporter à l'acte de fiducie régissant les billets garantis de premier rang).

Rachat optionnel

La Société peut racheter la totalité ou une partie des billets garantis de premier rang à son gré, sur préavis de 30 à 60 jours, à leur valeur nominale, plus les intérêts courus et impayés à la date de rachat, le cas échéant.

Les billets garantis de premier rang arriveront à échéance le 30 novembre 2018 et la Société collabore actuellement avec des conseillers pour conclure une transaction de refinancement.

Débetures échangeables

Le 20 décembre 2012, la Société a émis, par l'entremise de sa filiale Pages Jaunes Solutions numériques et médias Limitée, 107,5 M\$ de débetures échangeables subordonnées de premier rang (les « débetures échangeables ») échéant le 30 novembre 2022.

Les intérêts sur les débetures échangeables portent intérêt au taux de 8 % par année si, pour la période d'intérêt applicable, le paiement est en trésorerie, ou au taux de 12 % par année, pour la période d'intérêt applicable, si la Société choisit d'effectuer un paiement en nature des intérêts sur la totalité ou une partie des débetures échangeables en circulation, c'est-à-dire de payer les intérêts en débetures échangeables additionnelles. Les intérêts sur les débetures échangeables sont payables semestriellement, à terme échu, en versements égaux le dernier jour de mai et de novembre de chaque année.

Au 30 juin 2017, la Société respectait toutes les clauses restrictives en vertu de l'acte de fiducie régissant les débetures échangeables.

Option d'échange

Les débetures échangeables sont échangeables au gré du détenteur contre de nouvelles actions ordinaires, en tout temps, à un prix d'échange par action ordinaire de 19,04 \$, sous réserve d'un ajustement pour transactions précisées.

Rachat optionnel

La Société peut, en tout temps à partir de la date à laquelle la totalité des billets garantis de premier rang ont été intégralement remboursés, racheter la totalité ou une partie des débetures échangeables à son gré, sur préavis de 30 à 60 jours, à un prix de rachat égal à :

- 110 % du capital, plus les intérêts courus et impayés à la date de rachat, le cas échéant, si le rachat est effectué avant le 31 mai 2021;
- 100 % du capital, plus les intérêts courus et impayés à la date de rachat, le cas échéant, si le rachat est effectué le 31 mai 2021 ou après cette date.

Notations

DBRS Limited	Standard & Poor's Rating Services
B (élevée)/cote de l'émetteur – tendance stable	B-/cote de la Société – perspective stable
BB (faible)/cote des billets garantis de premier rang	B+/cote des billets garantis de premier rang
B (faible)/cote des débetures échangeables	CCC/cote des débetures échangeables

Liquidité

Les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation et les fonds en caisse sont les principales sources de trésorerie de la Société. La Société prévoit générer suffisamment de liquidités à court et à long terme pour financer ses dépenses d'investissement et ses besoins en fonds de roulement et ses obligations actuelles, ainsi que pour assurer le service de sa dette en cours. Au 9 août 2017, la trésorerie de la Société se chiffrait à environ 12,1 M\$ et un montant de 33,2 M\$ était disponible en vertu de l'emprunt garanti par des actifs.

Options

Le 20 décembre 2012, dans le cadre de la mise en œuvre de l'opération de restructuration du capital de Pages Jaunes, un nouveau régime d'options sur actions (le « régime d'options sur actions ») a été adopté. Le régime d'options sur actions vise à attirer et à conserver certains employés (les « participants ») de Pages Jaunes qui ont la capacité de contribuer de façon importante au succès de l'exploitation de l'entreprise, à offrir un incitatif significatif à la direction pour guider Pages Jaunes pendant la transition et la transformation de ses activités ainsi qu'à mieux harmoniser les intérêts de la direction avec ceux des actionnaires de Pages Jaunes Limitée. Un nombre maximal de 1 290 612 options sur actions peut être attribué en vertu du régime d'options sur actions.

Les options sur actions arrivent à échéance environ sept ans après la date d'attribution et les participants doivent détenir 25 % des actions ordinaires reçues dans le cadre de l'exercice des options sur actions jusqu'à ce qu'ils respectent les lignes directrices relatives à la propriété qui s'appliquent à leurs postes respectifs.

Données sur les actions

Données sur les actions en circulation

	Au 9 août 2017	Au 30 juin 2017	Au 31 décembre 2016
Actions ordinaires en circulation	28 075 306	28 075 306	28 075 304
Débitures échangeables en circulation ¹	5 624 422	5 624 422	5 624 422
Bons de souscription d'actions ordinaires en circulation	2 995 486	2 995 486	2 995 488
Options sur actions en circulation ²	472 075	624 900	630 950

¹ Au 9 août 2017, le montant en capital des débitures échangeables de Pages Jaunes en circulation s'élevait à 107,1 M\$. Ce montant peut être échangé contre 5 624 422 actions ordinaires de Pages Jaunes Limitée à un prix d'échange de 19,04 \$, sous réserve d'un ajustement pour transactions précisées, conformément à l'acte de fiducie régissant les débitures échangeables.

² Le solde des options sur actions en circulation de 472 075 et de 624 900, respectivement, au 9 août 2017 et au 30 juin 2017 comprend 368 200 options sur actions pouvant être exercées à ces dates. Le solde des options sur actions en circulation de 630 950 au 31 décembre 2016 comprend 186 550 options sur actions pouvant être exercées à cette date.

Provenance et utilisation des flux de trésorerie

(en milliers de dollars canadiens)

Pour les semestres clos les 30 juin	2017	2016
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation		
Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation, compte non tenu de la variation des actifs et des passifs d'exploitation	58 316 \$	75 736 \$
Variation des actifs et des passifs d'exploitation	(7 304)	(18 861)
	51 012 \$	56 875 \$
Flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement		
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	(19 102) \$	(27 144) \$
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(7 979)	(1 184)
Achat d'un placement disponible à la vente	(5 453)	(50)
Participation dans une entité contrôlée conjointement	(530)	–
Acquisition d'entreprise	–	(35 271)
	(33 064) \$	(63 649) \$
Flux de trésorerie affectés aux activités de financement		
Remboursement sur la dette à long terme	(17 492) \$	(36 161) \$
Achat d'actions restreintes	(3 129)	(10 472)
Émission d'actions ordinaires à l'exercice d'options sur actions	–	115
	(20 621) \$	(46 518) \$

Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation

Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation, compte non tenu de la variation des actifs et des passifs d'exploitation

Les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation ont diminué de 17,4 M\$, passant de 75,7 M\$ pour le semestre clos le 30 juin 2016 à 58,3 M\$ pour la période correspondante de 2017. En 2017, les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation ont subi l'incidence de la diminution du BAIIA ajusté en trésorerie de 33,0 M\$, qui a été contrebalancée en partie par la baisse des paiements au titre des frais de restructuration et autres charges, la baisse de l'excédent de capitalisation des régimes d'avantages postérieurs à l'emploi sur les coûts et la baisse des intérêts versés.

Variation des actifs et des passifs d'exploitation

La variation des actifs et des passifs d'exploitation pour le semestre clos le 30 juin 2017 a donné lieu à une sortie de 7,3 M\$ comparativement à 18,9 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. La sortie de trésorerie pour le semestre clos le 30 juin 2017 s'explique principalement par des paiements au titre de la rémunération incitative variable annuelle, qui étaient provisionnés au 31 décembre 2016 et ont été contrebalancés par l'échéancier favorable en ce qui a trait au paiement des fournisseurs. La sortie de trésorerie pour le semestre clos le 30 juin 2016 s'explique principalement par des paiements au titre de la rémunération incitative variable annuelle.

Flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement

Les flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement se sont établis à 33,1 M\$ pour le semestre clos le 30 juin 2017, comparativement à 63,6 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Au cours du semestre clos le 30 juin 2017, nous avons investi un montant de 19,1 M\$ dans le développement de logiciels et de 8,0 M\$ dans le matériel de bureau et les améliorations locatives liés à la relocalisation de bureaux, comparativement à un montant de 27,1 M\$ pour le développement de logiciels et de 1,2 M\$ dans le matériel de systèmes d'information et de technologies de l'information au cours de la période correspondante de l'exercice précédent. Les dépenses d'investissement engagées au cours des semestres clos les 30 juin 2016 et 2017 sont liées aux investissements nécessaires pour maintenir l'intégrité de notre infrastructure et à l'élaboration et à la mise en œuvre de nouvelles technologies et de nouveaux logiciels visant à accélérer notre transformation en vue de devenir un chef de file du numérique local au Canada. Au cours du deuxième trimestre de 2017, nous avons fait l'acquisition d'une participation minoritaire dans MyTime, une plateforme infonuagique de commerce local, pour 5,4 M\$. Un montant additionnel de 1 M\$ US devrait être investi dans MyTime au cours du troisième trimestre de 2017. Au cours du premier trimestre de 2016, nous avons acquis l'actif net de JUICE pour un prix d'achat de 35,3 M\$.

Flux de trésorerie affectés aux activités de financement

Les flux de trésorerie affectés aux activités de financement se sont établis à 20,6 M\$ au cours du semestre clos le 30 juin 2017, comparativement à 46,5 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Au cours du deuxième trimestre de 2017, nous avons remboursé une tranche de 17,4 M\$ des billets garantis de premier rang comparativement à 36,0 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Au cours du semestre clos le 30 juin 2017, nous avons acheté des actions ordinaires de Pages Jaunes Limitée sur le marché libre afin de financer le régime d'unités d'actions restreintes et d'unités d'actions liées à la performance à un coût de 3,1 M\$, comparativement à 10,5 M\$ au cours de la période correspondante de l'exercice précédent.

Instruments financiers et autres instruments

(Se reporter à la note 22 des états financiers consolidés audités de la Société pour les exercices clos les 31 décembre 2016 et 2015.)

Les instruments financiers de la Société comprennent essentiellement la trésorerie, les créances clients et autres débiteurs, les fournisseurs et autres créditeurs, la dette à long terme, les débiteurs échangeables et les dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie.

Les dérivés incorporés n'avaient aucune valeur comptable au 30 juin 2017. La valeur comptable est établie au moyen des flux de trésorerie actualisés en fonction des taux du marché en vigueur à la clôture du trimestre, comme il est d'usage dans le secteur.

4. Flux de trésorerie disponibles

(en milliers de dollars canadiens)

Pour les trimestres et les semestres clos les 30 juin	2017	2016 ¹	2017	2016 ¹
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	37 230 \$	32 627 \$	51 012 \$	56 875 \$
Variation des actifs et des passifs d'exploitation	(10 442)	3 430	7 304	18 861
Dépenses d'investissement	(12 223)	(12 903)	(27 081)	(28 328)
Flux de trésorerie disponibles	14 565 \$	23 154 \$	31 235 \$	47 408 \$

¹ Les flux de trésorerie disponibles pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2016 ont été retraités afin de se conformer à la présentation de l'exercice considéré, ce qui comprend un ajustement pour refléter la variation des actifs et des passifs d'exploitation.

5. Hypothèses et estimations critiques

La préparation des états financiers consolidés intermédiaires résumés conformément aux IFRS exige que nous procédions à des estimations et établissons des hypothèses au sujet de notre entreprise. Ces estimations et hypothèses ont des répercussions sur les montants des actifs et des passifs de même que sur les montants des produits et des charges et sur la présentation des actifs et des passifs éventuels dans les états financiers.

Nos hypothèses et estimations comptables critiques n'ont pas changé depuis la publication de notre rapport de gestion pour les exercices clos les 31 décembre 2016 et 2015. Ces hypothèses et estimations critiques portent sur les immobilisations incorporelles, le goodwill, les immobilisations corporelles, les avantages futurs du personnel et l'impôt sur le résultat. Se reporter à la section 5, *Hypothèses critiques*, de notre rapport de gestion pour les exercices clos les 31 décembre 2016 et 2015.

Normes comptables

Les normes révisées suivantes sont entrées en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2017, et leur adoption n'a pas eu d'incidence sur les montants présentés dans nos états financiers consolidés intermédiaires résumés, mais pourrait avoir une incidence sur la comptabilisation de transactions ou d'arrangements futurs :

Modifications apportées à IAS 7, *Tableau des flux de trésorerie*

En janvier 2016, l'International Accounting Standards Board (l'« IASB ») a publié des modifications à International Accounting Standard (IAS 7), *Tableau des flux de trésorerie*. Les modifications visent à améliorer les informations communiquées aux utilisateurs des états financiers sur les activités de financement d'une entité, y compris les variations découlant des flux de trésorerie liés aux activités de financement, les variations découlant de l'obtention ou de la perte de contrôle de filiales ou d'autres entreprises, l'incidence des variations des taux de change et les variations de la juste valeur.

Modifications à IFRS 12, *Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités*

En décembre 2016, l'IASB a publié des modifications à IFRS 12, *Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités*, dans le cadre de son cycle 2014-2016 du processus d'améliorations annuelles. Les modifications précisent que l'exigence de présenter des informations financières résumées ne s'applique pas aux intérêts détenus dans des filiales, des entreprises associées ou des coentreprises qui sont classées comme détenues en vue de la vente, ou qui sont incluses dans un groupe destiné à être cédé qui est classé comme détenu en vue de la vente, conformément à IFRS 5, *Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées*.

Certaines nouvelles normes, interprétations et nouvelles modifications à des normes existantes ont été publiées et sont obligatoires pour les périodes comptables de Pages Jaunes Limitée ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2018. Les nouvelles normes que Pages Jaunes Limitée juge pertinentes pour ses activités sont les suivantes :

IFRS 15, Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients

En mai 2014, l'IASB a publié IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients*. Cette nouvelle norme énonce un modèle global unique que les sociétés doivent utiliser pour comptabiliser les produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients. Elle remplace les normes actuelles de l'IASB sur la comptabilisation des produits, notamment IAS 18, *Produits des activités ordinaires*, et les interprétations connexes. Selon le principe de base d'IFRS 15, les produits des activités ordinaires doivent être comptabilisés au montant qui correspond à la contrepartie que l'entité s'attend à recevoir en échange des biens ou services, selon les cinq étapes suivantes :

- Repérer le contrat conclu avec le client.
- Déterminer les obligations de prestation prévues au contrat.
- Déterminer le prix de transaction.
- Répartir le prix de transaction entre les obligations de prestation prévues au contrat.
- Comptabiliser les produits des activités ordinaires lorsque l'entité a rempli (ou à mesure qu'elle remplit) une obligation de prestation.

La nouvelle norme fournit également des directives sur la comptabilisation des coûts d'un contrat ainsi que sur l'évaluation et la comptabilisation des profits et des pertes découlant de la vente de certains actifs non financiers. Des informations supplémentaires devront également être fournies en vertu de cette nouvelle norme qui s'applique aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018. Une application anticipée est permise. En ce qui a trait aux montants comparatifs, les sociétés peuvent choisir entre une application rétrospective complète ou une application rétrospective modifiée énoncée dans la nouvelle norme.

Le 12 avril 2016, l'IASB a publié la version définitive des modifications à IFRS 15. Les modifications entreront en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018. L'adoption anticipée est permise. Les modifications ne changent pas les principes sous-jacents de la norme, mais elles viennent clarifier la façon dont les principes devraient être appliqués.

L'adoption d'IFRS 15 devrait avoir une incidence sur le moment de comptabilisation des produits pour les produits imprimés, ainsi que sur le report des frais de publication connexes et l'inclusion des informations à fournir dans les états financiers consolidés intermédiaires résumés de Pages Jaunes Limitée. La direction est en train de quantifier l'incidence comptable de l'adoption d'IFRS 15 et l'avancement des travaux est jusqu'à présent conforme à l'échéancier prévu de la direction. La direction prévoit terminer cette évaluation avant le quatrième trimestre de 2017.

IFRS 9, Instruments financiers

En juillet 2014, l'IASB a publié la version finale d'IFRS 9, *Instruments financiers*, qui remplace les exigences d'IAS 39, *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation*, pour le classement et l'évaluation des actifs et des passifs financiers. La nouvelle norme présente une approche unique pour le classement et l'évaluation des instruments financiers fondée sur les caractéristiques des flux de trésorerie et le modèle économique dans lequel l'actif est détenu. Cette approche unique axée sur des principes remplace les exigences actuelles fondées sur des règles et donne lieu à un modèle de dépréciation unique pour tous les instruments financiers. IFRS 9 modifie également le modèle de comptabilité de couverture afin de tenir compte des pratiques en matière de gestion des risques d'une entité.

Des informations supplémentaires devront également être fournies en vertu de cette nouvelle norme. La nouvelle norme entrera en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018 et l'adoption anticipée est permise. IFRS 9 ne devrait pas avoir d'incidence importante sur les états financiers consolidés intermédiaires résumés de Pages Jaunes Limitée.

IFRS 16, Contrats de location

En janvier 2016, l'IASB a publié IFRS 16, *Contrats de location*. Cette norme remplace la norme actuelle de l'IASB sur les contrats de location, IAS 17, qui exigeait des bailleurs et des preneurs qu'ils classent leurs contrats de location en tant que contrats de location-financement ou contrats de location simple et qu'ils comptabilisent de manière différente ces deux types de contrats de location. Elle n'exigeait pas des preneurs qu'ils comptabilisent les actifs et les passifs découlant des contrats de location simple. Ces derniers devaient toutefois comptabiliser les actifs et les passifs découlant des contrats de location-financement.

IFRS 16 établit les principes pour la comptabilisation, l'évaluation et la présentation des contrats de location, de même que les informations à fournir sur ces derniers. Elle présente un modèle unique de comptabilisation par le preneur et exige de ce dernier qu'il comptabilise les actifs et les passifs pour tous les contrats de location dont la durée est de plus de douze mois et pour lesquels l'actif sous-jacent n'a pas une faible valeur. Le preneur est tenu de comptabiliser un actif au titre du droit d'utilisation en ce qui concerne son droit d'utilisation de l'actif loué sous-jacent et une obligation locative en ce qui concerne son obligation d'effectuer les paiements au titre de la location.

IFRS 16 présente des exigences en matière d'informations à fournir par le preneur et le bailleur. Cette nouvelle norme entrera en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2019. L'application anticipée est permise pour les sociétés qui appliquent IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients*, à la date de première application d'IFRS 16 ou avant cette date.

Selon son évaluation préliminaire, Pages Jaunes Limitée a identifié des contrats de location, principalement pour des propriétés locatives, dont la comptabilisation changera en vertu d'IFRS 16. La comptabilisation des actifs loués et des obligations locatives connexes fera augmenter le bénéfice d'exploitation avant amortissements et frais de restructuration et autres charges et générera une hausse combinée équivalente des amortissements et des charges financières à la date d'application d'IFRS 16. La direction est en train de quantifier l'incidence comptable de l'adoption d'IFRS 16 et l'avancement des travaux est jusqu'à présent conforme à l'échéancier prévu de la direction.

Modifications apportées à IFRS 2, Paiement fondé sur des actions

En juin 2016, l'IASB a publié des modifications à IFRS 2, *Paiement fondé sur des actions*. Les modifications précisent que la comptabilisation des effets des conditions d'acquisition des droits et des conditions accessoires à l'acquisition des droits sur les paiements fondés sur des actions réglés en trésorerie doit se faire selon la méthode utilisée pour les paiements fondés sur des actions réglés en instruments de capitaux propres. Elles apportent également des précisions sur le classement des transactions dont le paiement est fondé sur des actions et qui comportent des modalités de règlement net, en plus d'exiger la présentation d'informations supplémentaires sur ces transactions. Elles entreront en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018 et seront appliquées de manière prospective. L'adoption anticipée est permise. Les modifications apportées à IFRS 2 ne devraient pas avoir d'incidence importante sur les états financiers consolidés intermédiaires résumés de Pages Jaunes Limitée.

IFRIC 22, Transactions en monnaie étrangère et contrepartie anticipée

En décembre 2016, l'IASB a publié une interprétation, IFRIC 22, *Transactions en monnaie étrangère et contrepartie anticipée*. Cette interprétation précise que le taux de change applicable aux transactions comportant une contrepartie anticipée payée ou reçue est le taux à la date à laquelle la contrepartie anticipée est payée ou reçue et un actif ou un passif non monétaire est comptabilisé, et non la date ultérieure à laquelle l'actif ou le passif connexe est comptabilisé dans les états financiers. Cette interprétation s'appliquera aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018 et peut être appliquée de manière prospective ou rétrospective, au gré de l'entité. IFRIC 22 ne devrait pas avoir d'incidence importante sur les états financiers consolidés intermédiaires résumés de Pages Jaunes Limitée.

IFRIC 23, Incertitude relative aux traitements fiscaux

En juin 2017, l'IASB a publié une interprétation, IFRIC 23, *Incertitude relative aux traitements fiscaux*. Cette interprétation précise que lorsqu'il y a un doute quant aux traitements fiscaux à utiliser dans la détermination du bénéfice imposable ou de la perte fiscale, une entité doit faire preuve de jugement et appliquer le traitement fiscal qui est le plus susceptible d'être accepté par les autorités fiscales. Pour évaluer le degré de probabilité que le traitement fiscal soit accepté, l'entité suppose que le traitement fiscal sera examiné par les autorités fiscales compétentes ayant pleine connaissance de toute l'information pertinente. Cette interprétation s'appliquera aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2019 et l'adoption anticipée est permise. Pages Jaunes évalue actuellement l'incidence qu'aura cette interprétation sur ses états financiers consolidés intermédiaires résumés.

6. Risques et incertitudes

Se reporter à la section « Risques et incertitudes » de notre rapport de gestion pour les exercices clos les 31 décembre 2016 et 2015 et à notre notice annuelle datée du 23 mars 2017 pour obtenir une description complète des facteurs de risque auxquels la Société pourrait être exposée, notamment « Une forte concurrence pourrait réduire la part de marché de la Société et avoir une incidence défavorable importante sur cette dernière, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière », « Une diminution plus marquée que prévu du taux de déclin des produits tirés des médias imprimés en raison de changements dans les préférences et les habitudes des consommateurs pourrait avoir une incidence défavorable significative sur la Société, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière », « L'incapacité de la Société de générer des fonds suffisants, qu'ils proviennent de l'exploitation, de financements par emprunt ou par actions ou de refinancements pourrait avoir une incidence défavorable significative sur la Société, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière ».

Comprendre et gérer les risques sont deux éléments essentiels du processus de planification stratégique de PJ. Le Conseil exige que nos cadres supérieurs déterminent et gèrent de façon appropriée les principaux risques liés à nos activités d'exploitation. Afin de comprendre et de gérer les risques de PJ, notre conseil d'administration et notre équipe de la haute direction analysent les risques selon trois grandes catégories :

1. Les risques stratégiques – pour la plupart, de nature externe.
2. Les risques financiers – généralement liés à des questions abordées dans la politique de gestion des risques financiers et dans l'énoncé de la politique et des procédures en matière de placements pour la retraite.
3. Les risques d'exploitation – principalement liés aux risques dans tous les principaux secteurs fonctionnels de l'organisation.

PJ a adopté certains principes directeurs afin de tenter de gérer les risques auxquels elle pourrait être exposée. Malgré ces principes, la Société ne peut garantir que ses efforts seront fructueux. Nos risques et incertitudes sont demeurés inchangés depuis la publication de notre rapport de gestion pour les exercices clos les 31 décembre 2016 et 2015, sauf pour ce qui est décrit à la section « Information prospective » du présent rapport de gestion. Pour plus d'information, se reporter à la partie correspondante de notre rapport de gestion pour les exercices clos les 31 décembre 2016 et 2015.

7. Contrôles et procédures

À titre de société ouverte, nous devons prendre toutes les mesures nécessaires pour nous assurer que l'information significative concernant nos rapports présentés ou déposés en vertu des lois sur les valeurs mobilières donne une image fidèle de l'information financière de PJ. Cette responsabilité incombe à la direction, notamment au président et chef de la direction par intérim et chef de la direction financière. La direction est responsable de l'établissement des contrôles et procédures de communication de l'information, de leur maintien et de leur évaluation ainsi que du contrôle interne à l'égard de l'information financière.

Contrôles et procédures de communication de l'information

L'évaluation de la conception et de l'efficacité des contrôles et des procédures de communication de l'information (selon les modalités du Règlement 52-109) a été effectuée sous la supervision du président et chef de la direction par intérim et chef de la direction financière. Ce dernier a conclu que ces contrôles et procédures de communication de l'information de la Société étaient efficaces au 30 juin 2017.

Contrôle interne à l'égard de l'information financière

La conception et l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière (selon les modalités du Règlement 52-109) ont été évaluées sous la supervision du président et chef de la direction par intérim et chef de la direction financière. À la suite de ces évaluations, ce dernier a conclu que le contrôle interne à l'égard de l'information financière était efficace au 30 juin 2017.

Au cours du trimestre ouvert le 1^{er} avril 2017 et clos le 30 juin 2017, le contrôle interne à l'égard de l'information financière n'a subi aucun changement qui a eu ou qui pourrait raisonnablement avoir une incidence significative sur ce contrôle.